

**LA TRIPARTITE FIXÉE
POUR LES 3 ET 4 MARS****PROCHAIN
L'UGTA face
au forcing
du gouvernement
et du patronat**

La tripartite aura lieu les 3 et 4 mars prochain, a-t-on appris de source très proche de la Centrale syndicale. Ainsi, contrairement à ce qui a été annoncé récemment, à savoir que la tripartite se tiendrait fin mars, l'UGTA, le gouvernement et le patronat ont choisi en commun le début de ce même mois pour la tenue de cette rencontre. Selon la même source, à l'ordre du jour de ce conclave, plusieurs questions interpellent les trois parties, notamment les dossiers inscrits à l'ordre des groupes de travail à savoir la "dynamisation des relations entreprises-système de protection sociale, la création d'un observatoire économique et social, la concertation sur la politique nationale de développement économique et social ou encore la préparation pour la ratification par les trois parties d'un pacte économique et social".

A noter que les groupes de travail ayant la prise en charge de ces dossiers ont été mis en place au lendemain de la dernière tripartite qui s'est tenue les 9 et 10 octobre 2003.

Cependant au-delà des dossiers pris en charge par les experts des groupes de travail, "la prochaine tripartite aura à débattre d'autres questions aussi importantes que celles évoquées en 2003".

Selon notre source, les représentants des travailleurs ont évoqué en priorité deux points qu'ils jugent très importants. Il s'agit de la question de la revalorisation du SNMG à travers la suppression de l'article 87 bis et de la nécessité de la révision des lois régissant le monde du travail. Si pour le premier point, le chef du gouvernement, à en croire les derniers propos du secrétaire général de l'UGTA, s'est engagé à l'inclure à l'ordre du jour, quand au second point, les représentants des travailleurs doivent peser de tout leur poids pour le voir aboutir. A ce titre, il est à rappeler que le patronat n'a pas caché son intention pour demander au gouvernement de revoir totalement la législation du travail, plaçant notamment pour la révision de la relation du travail.

En effet, lors de la dernière bipartite qui a vu le gouvernement et le patronat débattre durant huit heures, quatre organisations patronales, en l'occurrence le CNPA, la CPA, la CAP et la CGEA ont remis au chef du gouvernement un mémorandum dans lequel ils revendiquent la mise en place d'un nouveau système de relation de travail basé sur le contrat à durée déterminée (CDD). Une approche que réfute "globalement et dans le détail" la Centrale syndicale, considérant par là, par la voix de son secrétaire général que "la priorité des priorités réside dans la révision de la législation du travail, notamment dans ses articles 2, 11 et 14, de la loi 90-11 du 21 avril, 1990 relative aux relations de travail". Pour Sidi Saïd, "il faut réfléchir ensemble pour mettre en place des instruments juridiques relatifs au monde du travail, car nous sommes aujourd'hui dans l'obligation d'aller vers un nouveau code du travail pour accompagner la nouvelle configuration économique nationale".

Ceci étant, cette revendication syndicale mise sur orbite par l'UGTA intervient au moment où le secteur économique national connaît des transformations radicales, marquées essentiellement par le lancement d'un vaste programme de privatisation des entreprises publiques.

Sur ce chapitre précis, on apprend que le gouvernement présentera à cette occasion le bilan de l'opération de privatisation, notamment au sujet des entreprises à privatiser au profit des travailleurs. En outre, les travaux de cette tripartite évoqueront la question de l'amélioration du système de Sécurité sociale avec ses différents aspects qui concernent essentiellement les pensions de retraite, les droits des assurés et le rôle des mutuelles.

Cela dit, il est à rappeler que pour l'UGTA, cette réunion de la tripartite interviendra au lendemain d'importantes rencontres organiques. La première a eu lieu le 2 février dernier et qui a regroupé les secrétaires généraux des fédérations nationales et de wilaya, alors que l'autre concernera les membres de la commission exécutive nationale (CEN) dont la date de sa tenue a été fixée pour le 24 du même mois.

Abder Bettache

SECURITÉ AERIEENNE**Un Airbus affrété
par Air Algérie interdit de vol**

La direction de l'aviation civile du ministère des Transports vient de décider d'interdire de vol un Airbus A330 affrété par la compagnie nationale, a-t-on appris hier auprès d'une source du département de Maghlaoui. Cet avion qui devait assurer dimanche dernier le vol AH 1004 reliant Alger-Paris a fait, selon cette même source, un QRF (retour d'urgence sur l'aéroport de départ). L'appareil a dû atterrir d'urgence après qu'une vibration moteur eut causé en plein vol l'arrêt d'un réacteur de l'avion. Panne qui a obligé le commandant de bord à se poser sur le tarmac de l'aéroport d'Alger après avoir alerté la tour de contrôle, qui, par prévention, a mis en alerte le dispositif d'urgence de la Protection civile. L'énième panne de cet Airbus qui, heureusement, a causé plus de peur que de mal, relance la question de la maintenance des appareils d'Air Algérie ou affrétés par elle.

Saïda Azzouz - Alger (Le Soir) - Bien que tardive, la décision prise par la direction de l'aviation civile du ministère des Transports, qui, pour rappel, a une grande responsabilité en matière de sécurité aérienne, devrait obliger la compagnie nationale à plus de rigueur dans la prise en charge de la maintenance et du suivi de ses appareils ou de ceux qu'elle affrète. Il y va de la vie de son personnel navigant et de ses clients. Plus que cela, elle devrait avoir pour effet d'attirer l'attention des autorités sur les conditions de sécurité dans lesquelles Air Algérie transporte

ses passagers. Une question à propos de laquelle la section syndicale UGTA de la compagnie a saisi par écrit le 5 janvier dernier le ministre des Transports. A ce jour, aucune suite n'a été donnée ! Aucune autorité de ce pays n'a réagi bien que le contenu de la lettre en question ait fait l'objet d'un article de presse (*Le Soir d'Algérie* du 12 janvier 2005). Il y est dénoncé, entre autres, la création d'une joint-venture avec la société française Sogerma. Fait qui a fait l'objet d'un rapport de la section syndicale, destiné au secrétaire général de l'UGTA, dont une copie aurait été adressée au

chef du gouvernement et au cabinet du président de la République. Plus grave, l'Airbus en question, récemment révisé chez Sogerma à Bordeaux pour ce problème de vibrations, n'en est pas à son premier atterrissage d'urgence, sans que cela inquiète outre mesure la direction de l'aviation civile, donc le ministère des Transports. Pour rappel, et pour reprendre le jargon des pilotes, cet avion a déjà fait un QRF, il y a à peine une semaine, alors qu'il devait rapatrier des hadjis de Djedda sur Annaba, ville où il était resté en panne plus de deux jours. Il a dû, suite à l'arrêt d'un réacteur, atterrir d'urgence sur l'aéroport de Tripoli, en Libye. Histoire de situer les responsabilités, un commandant de bord algérien que nous avons sollicité, pour savoir si les pilotes étaient en droit de refuser de faire voler des avions aux pannes fréquentes et successives, nous a affirmé que "non" puisqu'ils se réfèrent à la réponse technique des services de maintenance. Sogerma dans le cas qui nous concerne. Pour rappel, la joint-venture qu'Air Algérie veut faire avec cette entreprise française a été blo-

quée par la section syndicale de l'entreprise, qui a sollicité l'arbitrage du ministre des Transports. Sogerma qui a facturé à Air Algérie une prestation de services de plus de six millions d'euros, voulait rentrer "en partenariat" avec 3 millions d'euros dans la base de maintenance de Dar-El-Beïda, inaugurée il y a un an par le chef de l'Etat. Elle a coûté à Air Algérie plus de 112 millions d'euros. Il faut savoir que le "cas A330" n'est pas une exception. Un gros porteur, un Boeing 747, affrété et "basé" à Oran tombe lui aussi fréquemment en panne. Depuis hier, il est cloué au sol pour un problème de "roulette de nez". Une panne qu'il a déjà eue il y a deux semaines quand il devait rapatrier des hadjis de Djedda vers Oran. La direction de la programmation de la compagnie nationale avait, pour "régler" le problème, "détourné" deux avions d'Air Algérie. Ce qu'elle fait fréquemment pour remplacer l'avion en question, au détriment des vols intérieurs. Aux dernières informations, cet appareil devrait lui aussi faire l'objet d'une interdiction de vol.

S. A.

TERRES AGRICOLES**162 000 hectares détournés
de leur vocation**

La justice sera actionnée contre tous ceux qui ont détourné de leur vocation première les terres agricoles. Ce sont les walis qui ont la charge de répertorier les violations de la législation et de saisir les tribunaux. La nouvelle loi d'orientation agricole veillera au strict respect des dispositions relatives à l'exploitation des terres agricoles. Le bilan des détournements de ces dernières est lourd : en quarante ans, 162 000 hectares ont été déviés de leur usage initial.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est le ministre de l'Agriculture qui a précisé hier que pas moins de 30% des meilleures terres étaient l'objet de malversations. Saïd Barkat considère néanmoins que la question du foncier, tout en étant récurrente, n'a pas atteint des proportions alarmantes. Il en veut pour preuve les statistiques suivantes : en 1999 la superficie des terres cultivables était estimée à 3 millions de hectares avant de passer à 8 millions aujourd'hui. La décision d'ouvrir ce dossier émane du président de la République, expliquera-t-il. "C'est une décision politique". Il en découle que toute personne ayant effectué des transactions douteuses devra s'expliquer devant les juridictions compétentes. La nouvel-

le loi sur l'orientation agricole veillera à ce que cette disposition y figure. Il y sera également stipulé que la vente des terres agricoles est strictement interdite et que les propriétaires privés sont dans l'obligation d'exploiter leurs terres et de ne pas les laisser en jachère.

**La facture du lait
toujours trop lourde**

Au cours de la conférence de presse animée hier, le ministre de l'Agriculture a également abordé la problématique de la facture d'importation du lait. Annuellement, ceux sont pas moins de 2 milliards 400 dollars qui sont déboursés par l'Algérie pour couvrir les besoins de la population. Une situation qualifiée d'aberrante surtout que les grands complexes à l'image de Giplait ont, depuis plusieurs années, choisi une solution de facilité qui consiste à importer de la poudre de lait en se contentant de le reconstituer. Une option qui commence à être remise en cause avec la hausse du prix de la poudre de lait sur le marché international. Pour soutenir la production locale, le ministère fera de l'année 2005, celle de la bataille du lait.

Les producteurs continueront à être subventionnés à tous les stades de la production. Saïd Barkat prévoit une amélioration de la situation à mesure que s'organisera la filière, surtout en prévision de

l'adhésion de l'Algérie à l'OMC. Une perspective qui avait soulevé les craintes des agriculteurs ; des appréhensions balayées d'un revers de main par le premier responsable du secteur.

**Pas de désengagement
après l'adhésion à l'UE
et l'OMC**

Il a en effet expliqué que le Plan national de développement agricole et rural (PNDAR) prenait en compte les interdictions dictées par les clauses des accords signés entre l'Algérie et les institutions internationales. "Nous n'avons aucun problème avec les dispositions de l'Union européenne ou celles de l'Organisation mondiale du commerce", a-t-il déclaré.

L'aide à l'investissement estimé à 94 milliards de dinars pour une période de quatre ans sera maintenue. Seule ombre au tableau la suspension du soutien à l'exportation, strictement interdit par l'OMC. Les producteurs algériens désireux d'exporter leurs produits ne seront néanmoins pas livrés à eux-mêmes.

Les services du ministère de l'Agriculture se disent disposés à les accompagner tout au long du processus d'importation. Optimiste, Saïd Barkat prévoit que les marchandises algériennes trouvent rapidement une place dans les marchés européens car proposées à des prix très concurrentiels.

**Les banques sont
appelées à s'impliquer**

Les banques, maillon fort de l'investissement, n'ont pas été épargnées par le ministre de l'Agriculture qui ne comprend pas leur frilosité vis-à-vis du secteur de l'agriculture. "J'interpelle toutes les banques afin qu'elles s'impliquent davantage", dira-t-il expliquant que des exploitants agricoles très solvables peinent à obtenir des financements auprès des banques qui, aux dires de Saïd Barkat, "ont de l'argent". Interrogé au sujet des dégâts causés par les récentes intempéries, le ministre a expliqué qu'il n'était pas logique de demander au fonds de calamités de prendre en charge toutes les conséquences des intempéries, plaçant pour la généralisation de la culture des assurances.

**Les doléances des vétérinaires
prises en charge**

A l'ordre du jour de la conférence de presse, le conflit entre le syndicat des vétérinaires et le ministère de l'Agriculture. Après le préavis de grève déposé par leur syndicat, les vétérinaires ont fini par geler leur mot d'ordre après une réunion tenue dimanche au siège du ministère de l'Agriculture. Des discussions seront entamées afin de trouver les voies et moyens pour répondre dans la mesure du possible aux revendications des vétérinaires.

N. I.